

Les Européens songent à enrayer la hausse de l'euro

Le Monde, 29 septembre 2007

L'euro a une nouvelle fois inscrit un record depuis sa création, jeudi 27 septembre, à 1,4189 dollar. De jour en jour, la monnaie européenne franchit de nouveaux sommets, grâce à la faiblesse du dollar, et rien ne semble l'arrêter. Si l'on en croit Paul Mortimer-Lee, stratège de BNP Paribas, elle pourrait bientôt valoir 1,50 dollar.

Mais les pouvoirs politiques et monétaires laisseront-ils la devise européenne grimper jusque-là ? D'ores et déjà, les entreprises qui exportent connaissent des difficultés, et la croissance européenne pourrait pâtir de ce déficit de compétitivité. A plus de 1,40, " le seuil de douleur a été franchi ", a jugé jeudi Ernest-Antoine Seillière, le président de l'association patronale Business Europe, à Bruxelles. " C'est l'accélération de l'appréciation de l'euro qui gêne particulièrement, car les entreprises n'ont pas le temps de s'adapter ", a-t-il expliqué.



Au sein des instances européennes, l'idée d'une réaction n'est pas exclue. Joaquín Almunia, commissaire européen en charge des affaires économiques et monétaires, s'est dit " préoccupé " par la perte de valeur du dollar, dans *Le Figaro* vendredi. Il a déclaré : " S'il est question de nous faire payer, à nous Européens, les conséquences - des - déséquilibres - mondiaux - , on ne peut pas s'attendre à ce que nous restions passifs. " L'euro fort sera inscrit au menu du sommet des pays du G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Royaume-Uni, Italie et Japon), qui aura lieu les 20 et 21 octobre. Il constituera une bonne occasion d'adresser un signal aux marchés financiers.

Que peut faire l'Europe pour ralentir ou interrompre le mouvement de hausse de l'euro ? Tout d'abord, communiquer de manière homogène pour signaler que l'euro est trop haut. Le premier outil de pilotage de la monnaie est en effet l'arme verbale, utilisée dans une politique de communication coordonnée. L'instance du G7 est alors la plus appropriée, puisque le communiqué final reflète la vision concertée des gouvernements et des banquiers centraux des grands pays.

L'idée étant qu'en avertissant les intervenants sur le marché des changes, les autorités laissent planer la menace d'une intervention qui pourrait faire perdre des millions aux spéculateurs.

La dernière fois que les pays du G7 ont utilisé cette arme verbale avec succès c'était en début d'année 2004. L'euro, qui cotait 1,24 dollar, avait pris 50 % en trois ans. Plusieurs messages successifs de la part du président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, au mois de janvier n'avaient pas suffi à calmer l'ardeur de la spéculation. Le sommet du G7 de février en Floride avait alors permis de réaffirmer que *" les taux de changes doivent refléter les fondamentaux économiques. Une volatilité excessive et des mouvements désordonnés sont indésirables pour la croissance économique "*.

PAS ENCORE DE DISCOURS COMMUN

Pour le moment, les Européens n'ont pas encore de discours commun. La France a tiré la sonnette d'alarme, mais les Allemands, eux, ont annoncé, mercredi, qu'ils *" préfèrent nettement un euro fort à un euro faible "* et que *"le ministre des finances ne pense pas que le niveau de l'euro pose problème pour l'économie allemande"*, selon son porte-parole.

Si l'arme verbale n'est pas suffisante pour freiner les mouvements indésirables d'une devise, les banques centrales peuvent sortir l'artillerie lourde : l'intervention directe sur le marché des changes. Celles-ci sont alors généralement efficaces lorsque plusieurs banques centrales mettent leur puissance de frappe en commun.

En 2000, lorsque l'euro avait été jugé trop faible - il avait atteint 0,8230 dollar -, la BCE, la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque du Japon (BoJ) étaient intervenues ensemble entre septembre et novembre pour acheter des euros afin d'en faire remonter le cours, avec succès.

L'un des membres de la BCE, Lorenzo Bini Smaghi, a expliqué dans un discours à la Sorbonne, le 21 septembre, que *" l'efficacité des actions dépende de la crédibilité que ces autorités ont acquise lorsqu'elles ont utilisé les mêmes instruments par le passé. (...) Les autorités doivent être convaincues qu'elles ont une forte probabilité de réussir avant de décider d'intervenir sur le marché des changes, que ce soit verbalement ou directement "*.

Et pour le moment, si les autorités monétaires regardent de près la situation sur le marché des changes, l'affolement n'est pas de mise, car la hausse de l'euro n'est pas déconnectée des fondamentaux. L'euro monte, comme d'autres devises, car le dollar s'affaiblit à cause de la faiblesse de la conjoncture américaine. La perspective d'un ralentissement aux Etats-Unis incite les investisseurs à placer leurs capitaux dans la zone euro, ce qui fait monter sa monnaie. Difficile alors pour les autorités de réussir à inverser un mouvement ancré sur des données économiques.

De plus, les autorités monétaires ne se focalisent pas que sur le taux nominal de change entre l'euro et le dollar. Ce qui compte c'est le taux de change effectif de l'euro contre toutes les devises avec lesquelles la zone euro commerce, dont l'euro-dollar ne représente que 24 %. Et là, si l'euro a progressé de 6 % face au dollar depuis le début de l'année (et 20 % depuis deux ans), le taux effectif de l'euro n'a pris que 2,5 % (et 5,5 % depuis deux ans), parce que les autres devises ont aussi augmenté.

Dernier argument, la remontée de la devise européenne n'a pas que des inconvénients pour l'économie de la zone euro. En réduisant le prix des biens importés, comme les matières premières par exemple, elle contient l'inflation et permet de maintenir des taux longs bas, un soutien à l'économie.

Cécile Prudhomme